

MARDI 14 JUILLET 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Egon Von Greyerz : Les élites conduisent la Grèce et le monde vers la perte p.1
- = Grèce : le FMI annonce un nouveau défaut du pays sur sa dette p.2
- = Le risque grec n'a absolument pas disparu ! Bien au contraire... p.3
- = L'Apocalypse n'aura pas lieu (ou pas tout de suite) (Bill Bonner) p.4
- = Le Québec a perdu plus de 33 000 emplois en juin, le taux de chômage grimpe de 0,4% p.6
- = BFM du 13 juillet 2015 – "De la com" (Olivier Delamarche) p.8
- = LE TRÈS MAUVAIS BOUT DE LA LORGNETTE (François Leclerc) p.9
- = SCHÄUBLE SAVONNE LA PLANCHE (François Leclerc) p.11
- = Grèce : quelles conséquences sur le système bancaire de la Zone euro ? (Mory Doré) p.11
- = Pause, correction sur le marché boursier chinois. (Bruno Bertez) p.14
- = Notre opinion sur la Bourse après la Grèce et la Chine (Bruno Bertez) p.15
- = Chine: la croissance a encore ralenti p.17
- = Nucléaire : l'Iran et les grandes puissances concluent un accord historique p.20
- = Les cours du pétrole pourraient encore baisser, selon l'AIE p.22
- = Dettes publiques : au-delà de la mise en scène... p.23
- = Et si la Grèce était le canari de la zone euro ? (Bruno Colmant) p.26
- = Japon : Chute de la production industrielle en mai p.27
- = Marre de la Grèce ? Parlons de la Chine ! (Charles Gave) p.27
- = « Des milliers de Grecs se sont suicidés plutôt que de subir la crise » p.31

- = Planète : la véritable guerre des civilisations a commencé p.35
- = Climat : le plus et le moins de Nicolas Hulot p.41
- = SUV, sports utility vehicles, l'objet à embrasser p.42
- = La NASA publie le premier portrait de Pluton p.41



Egon Von Greyerz : Les élites conduisent la Grèce et le monde vers la perte

14 juillet 2015, BusinessBourse et GoldBroker

Lors d'une interview pour King World News le 12 juillet, j'ai déclaré que la Troïka et les États-Unis feraient tout leur possible pour maintenir la Grèce dans l'Union européenne. Laisser la Grèce sortir aurait été le dernier clou dans le cercueil de l'Union européenne. Cela entraînerait la chute des dominos qui sont l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la France, aussi bien que les banques européennes. Et cela prouverait que cette union politique et monétaire artificielle est une farce totale qui était destinée à l'échec, avant même sa création.

La proposition offerte au gouvernement grec et à son parlement est bien pire que celle rejetée par les grecs lors du référendum, dimanche dernier. Cette proposition porte sur 85 milliards d'euros, qui s'ajoutent aux 320 milliards d'euros existants. De plus, il y aura du financement à court terme à hauteur de 12 milliards et,

potentiellement, 35 milliards supplémentaires pour la création d'emploi. Donc, la Troïka, insolvable, crée encore 135 milliards d'euros afin de prêter à un pays en faillite qui ne peut même pas payer les intérêts de sa dette. Des gens en faillite qui conduisent des gens en faillite vers la perdition...

Comme j'en ai discuté sur KWN, la seule solution pour la Grèce est de faire défaut sur cette dette et de repartir sur de nouvelles bases avec une nouvelle drachme. Aucune autre solution ne permettra à la Grèce de s'en sortir. Mais le problème est que le peuple grec veut le beurre et l'argent du beurre. Les Grecs veulent jouir d'un standard de vie découlant de la dette européenne plutôt que de s'enrichir grâce à leur propre travail. Ils tiennent à tous ces bénéfices sociaux que d'autres pays européens ne peuvent même pas se permettre. Et ils veulent partir plus tôt à la retraite que partout ailleurs en Europe. Ils ne réalisent pas que rester dans l'Union européenne et la zone euro ne fera qu'augmenter une dette déjà insoutenable et, que cela mènera à un effondrement encore plus violent.

On considère la Grèce comme le seul gros problème... du moins, c'est ce que les élites voudraient nous faire croire. Mais la Grèce n'est, évidemment, qu'un microcosme du monde entier. Presque tous les pays occidentaux ont le même problème, ainsi que le Japon, la Chine et les pays émergents. Tout le monde est focalisé sur la petite Grèce, dont la dette de 320 milliards a augmenté de seulement 33% depuis la Grande crise financière débutée en 2007. Pour comparer, les États-Unis ont une dette de 18 milliards\$ qui a augmenté de 100 % depuis 2007. En d'autres termes, la dette fédérale américaine a augmenté de 9 000 milliards\$, lors des huit dernières années, tandis que celle de la Grèce n'a augmenté que de 80 milliards d'euros. Les États-Unis n'ont pas enregistré d'excédents budgétaires depuis 1960. Les élites se servent de la Grèce pour faire diversion du vrai problème mondial, qui est, évidemment, une économie américaine virtuellement en faillite.

Durant cette crise, la manipulation du prix de l'or à la baisse s'est poursuivie. Pendant ce temps, le Bitcoin a reflété cette crise en grim pant de 50%, depuis le début du mois de juin. Le Bitcoin n'est « qu'une » monnaie électronique alternative, tandis que l'or physique constitue une monnaie véritable, voire la seule forme de préservation de richesse. Nous approchons de la fin de cette manipulation de l'or et d'une explosion à la hausse de son prix. L'an prochain, à pareille date, il est probable que l'or reflétera véritablement cette crise majeure dans laquelle le monde est en train de plonger.

GoldBroker.fr tous droits réservés – goldbroker.fr

Grèce : le FMI annonce un nouveau défaut du pays sur sa dette

BusinessBourse et RTL Le 14 juil 2015 à 07:30

Le FMI a officiellement constaté un nouveau défaut de paiement de la Grèce qui devait verser lundi un remboursement de 456 millions d'euros.

Après le premier défaut de paiement constaté le 30 juin dernier par le FMI, la Grèce a récidivé ce lundi.

L'institution de Washington a en effet fait savoir que le pays d'Alexis Tsipras n'avait pas procédé au remboursement de 456 millions attendus ce jour. Le paiement "n'a pas été reçu", a indiqué le porte-parole du FMI Gerry Rice par le biais d'un communiqué.

Si ce nouveau défaut vis-à-vis de sa dette n'est pas une surprise, la Grèce ne peut toujours pas disposer des ressources du FMI qui a mis fin à son aide financière après le premier remboursement non versé en juin. Actuellement, le pays en crise reste suspendu aux aides émanant de la Banque Centrale Européenne à qui il doit également la bagatelle de 3,5 milliards d'euros à rembourser avant le 20 juillet prochain. *Un nouveau défaut aurait des conséquences catastrophiques puisque c'est la BCE qui permet aujourd'hui aux banques hellènes de subsister grâce à des prêts d'urgence.*

Source: RTL

Le risque grec n'a absolument pas disparu ! Bien au contraire...

BusinessBourse Le 14 juil 2015 à 14:00

Malgré la bonne réaction des marchés après l'accord annoncé lundi, de nombreux aléas pourraient faire capoter les négociations dans les semaines à venir.

Malgré le soulagement des investisseurs après l'accord de dernière minute trouvé lundi matin, *de nombreux économistes de marché demeurent sceptiques sur la bonne réalisation du programme annoncé.*

Michala Marcussen à la Société Générale, estime à 65% la probabilité d'un Grexit, en considérant des risques de court et moyen terme. Selon l'économiste, le Grexit reste une alternative si le gouvernement grec ne parvient pas à respecter ses engagements. Si la Grèce sortait de l'euro, une aide humanitaire serait alors

mise en place et la dette serait restructurée.

Pour obtenir un troisième plan de soutien financier et rester dans l'euro, *les députés grecs vont devoir voter avant le 15 juillet une série de mesures difficiles et contraignantes (hausse de la TVA, réforme des retraites, coupes automatiques de dépenses, etc.), en acceptant la stricte surveillance des représentants de la Troika (Europe, FMI, Banque centrale).* Les besoins de financement ont été estimés par l'Eurogroupe à près de 85 milliards d'euros.

Une réduction de la dette grecque a été exclue de l'accord et un fonds de 50 milliards d'euros d'actifs grecs va être constitué. Il servira à monétiser des futures privatisations pour financer la recapitalisation des banques, réduire la dette et investir dans la relance.

Plusieurs Etats européens devront ensuite faire voter leur parlement dans les prochains jours pour valider le plan de soutien à la Grèce : l'Allemagne, la Finlande, les Pays-Bas, l'Autriche, l'Estonie, la Slovénie, le Portugal. La France également prévoit de voter.

Les divisions entre gouvernants européens révélées pendant les négociations du week-end passé pourraient aussi ralentir les progrès nécessaires dans l'intégration des pays de la zone euro, selon Michala Marcussen préoccupée par *le risque de « contagion politique »*.

L'Apocalypse n'aura pas lieu (ou pas tout de suite)

14 juil 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ “C’est fini. Euro fini. Grèce finie”.

C’est par cet abrégé apocalyptique que notre chauffeur de taxi décrivait la situation à Athènes le week-end dernier.

Les banques sont restées fermées pendant deux semaines. Les citoyens grecs — mais pas les touristes avec des cartes étrangères — ont droit à 60 euros par jour, la limite des retraits dans un distributeur. Vendredi dernier en fin de journée, on aurait dit que la fin était proche. Tsipras était en train de céder devant les buveurs de bière européens ; il accepterait leurs termes, disaient les journaux.

Le problème, c’est que ses propres concitoyens venaient de voter pour rejeter quasiment le même accord. Et puis, à mesure que le week-end progressait, les termes sont devenus plus durs encore... et Tsipras les a acceptés. En ira-t-il de même pour son Parlement ?

Comme un chasseur de tornades, nous sommes monté dans un avion pour Athènes

afin d'étudier la tempête qui s'est abattue sur la ville. Ce serait amusant de voir tant de vanités et de prétentions valser dans les airs, avons-nous pensé. Au minimum, ce serait un entraînement utile et instructif pour les tempêtes qui se préparent ailleurs.

Mais il ne s'est rien passé. Pas d'accident. Pas de cyclone. Pas de déraillement. Pas de panique dans les rues.

En fait, d'après nos explorations dans le quartier de Plaka, nous n'avons trouvé que des touristes... qui semblaient ne pas même soupçonner qu'il y avait une crise financière.

La nuit dernière, par exemple, nous sommes allé sur la place Syntagma pour y chercher chaos et désordre. Tout ce que nous avons trouvé, c'est un escadron de policiers somnolant dans un bus blindé. Les distributeurs fonctionnaient ; personne ne faisait la queue devant. Les restaurants étaient à moitié pleins.

*Pas d'accident. Pas de cyclone.
Pas de déraillement. Pas de
panique dans les rues*

Nous n'avons pas vu non plus de signes de dépenses extravagantes ou d'investissements imprudents. Athènes est une ville de la taille de Paris, mais elle n'a pas d'Arc de Triomphe, pas de Tour Eiffel, pas de Louvre. Pas

d'appartements élégants, pas de gratte-ciels luisants. Du moins pas que nous ayons vu.

Ses principales réussites ont été érigées il y a plus de 2 000 ans. Et on se demande comment ces gens ont fait. Le Parthénon a exigé d'immenses investissements et une organisation méticuleuse. C'est à couper le souffle... un chef d'oeuvre. Il n'y a pas signe de telles capacités ici aujourd'hui. Athènes est plutôt un bourg méditerranéen désuet, légèrement ringard.

▪ **Des zombies à Athènes**

“Hé, je peux vous aider ?”

Un homme à l'air louche s'est approché. Nous ne savions pas ce qu'il offrait, mais nous n'en voulions pas.

“Non... merci”.

Nous avons pris la direction opposée. Il nous a suivi.

“Hé... qu'est-ce que vous cherchez... je peux vous aider à le trouver”...

“Eh bien, je cherche des signes d'effondrement financier”.

“Ah, je peux vous aider à trouver de la drogues... des femmes... du jeu... Mais je ne connais rien aux effondrements financiers”.

Nous avons remercié l'homme une nouvelle fois et sommes reparti.

Comme vous le savez, la Grèce n'est qu'une ligne de front dans la Guerre zombie. Le vrai sujet, ici, est le même que sur tous les autres fronts : comment faire en sorte que le crédit continue de couler.

Les gens honnêtes produisent. Les zombies prennent. Ils prennent ce qu'ils peuvent des revenus et de l'épargne, mais ça ne suffit pas. C'est le crédit qui les maintient en vie.

Les entreprises zombies empruntent de plus en plus pour continuer de fonctionner. Elles versent de gros bonus et leur titre grimpe !

Le crédit bon marché permet aussi de maintenir les autorités en activité. Quasiment tous les gouvernements de la planète sont dans le rouge. Enlevez le rouge et les programmes zombies devraient prendre fin.

“Je peux vous aider à trouver de la drogues... des femmes... du jeu... Mais je ne connais rien aux effondrements financiers.”

Le crédit bon marché finance les tire-au-flanc, les tricheurs, les lobbyistes et les avocats, des guerres imbéciles et des investissements idiots, et les millions de gens qui vivent aux dépens des autres — faisant souvent semblant

d'accomplir un travail utile.

Le test est simple en théorie : si personne n'était forcé de les soutenir, auraient-ils le même revenu ? Si la réponse est “non”, ils ont été zombifiés.

En pratique, cependant, il peut être difficile de différencier un zombie d'un *homo sapiens* honnête. Souvent, ils ne le savent pas eux-mêmes. Certaines professions honnêtes ont été quasi-entièrement zombifiées. Idem pour des pays entiers. La Grèce, par exemple, a pu vivre au-dessus de ses moyens — grâce au crédit fourni par les Européens du nord. Bon nombre de ses citoyens — particulièrement ceux qui travaillent pour le gouvernement — se sont habitués à gagner plus qu'ils ne valent.

Il n'y avait que très peu de zombies dans le monde de Périclès, Aristote et Euclide. L'économie ne pouvait pas entretenir de nombreux parasites. A présent, le monde en regorge.

Le Québec a perdu plus de 33 000 emplois en juin, le taux de chômage grimpant de 0,4%

BusinessBourse Le 14 juil 2015 Source: canoe.ca

OTTAWA – Le Québec a perdu 33 300 emplois en juin dernier, le taux de

chômage grimpant de 0,4 %, à 8 %. Il s'agit de la plus forte baisse mensuelle de l'emploi au Québec depuis mai 2005.



<http://link.brightcove.com/services/player/bepid2525795322001?bckey=AQ~,AAAAAGfncP4~,GEGqcvZXqq94I77qpnu9pi6Aj9crcFF&bctid=4348339753001>

Ces pertes sont entièrement concentrées dans l'emploi à temps partiel, selon les dernières données de Statistique Canada.

La province comptait 6 841 500 personnes dans la population active (en emploi ou en recherche d'emploi) et 4 075 500 emplois en juin. De mai à juin, la population active a perdu plus de 19 000 personnes et l'emploi, 33 300 postes.

De mai à juin, l'emploi à temps plein a progressé de seulement 400 postes pendant que plus de 33 000 emplois à temps partiel disparaissaient.

À l'intérieur des frontières du Québec, le taux de chômage en juin varie du simple au double : 8,7 % à Montréal, 7,4 % à Saguenay, 6,9 % à Sherbrooke, 5,9 % à Trois-Rivières et 4 % à Québec.

Dans la capitale, qui a créé 800 emplois en juin, le taux de chômage est le plus faible au Canada après celui de Guelph, en Ontario (3,4 %).

Sur une période d'un an, de juin 2014 à juin 2015, la province de Québec a créé 25 800 emplois, une progression de 0,6 %.

« La variation des données publiées [vendredi] matin est surprenante. Que l'on pense notamment aux taux d'intérêt qui sont à des niveaux historiquement bas ou encore au dollar canadien, dont le niveau favorise la compétitivité de nos entreprises, ces facteurs ont un effet direct sur notre économie et sont avantageux pour le Québec », a commenté le ministre québécois du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad.

Inquiet, le Parti québécois réclame au gouvernement Couillard la création d'un forum sur l'économie et l'emploi. « L'austérité libérale et l'inaction économique de ce gouvernement sont les causes de la baisse de la croissance économique. Les coupes s'accumulent ; il n'y a pas de politique de développement économique et

les outils de concertation économique en région ont été affaiblis », a déploré Nicolas Marceau, député de Rousseau et porte-parole en matière de finances et de revenu.

« Et si l'on se compare avec notre voisin ontarien, les résultats sont tout simplement catastrophiques », a réagi pour sa part le porte-parole de la Coalition Avenir Québec en économie et député de Johnson, André Lamontagne. « Au niveau des emplois privés, l'Ontario termine le mois avec la création de 20 900 emplois, alors que le Québec en a perdu 54 400. Depuis janvier 2015, l'Ontario a réussi à créer 98 500 emplois privés alors que le Québec en a perdu 23 500. »

AILLEURS AU CANADA

L'emploi a reculé en juin au Nouveau-Brunswick, est demeuré inchangé en Ontario et en Alberta, tandis qu'il augmentait en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve-et-Labrador.

Dans l'ensemble du Canada, le marché du travail a fait du surplace, une hausse du travail à temps plein ayant été contrebalancée par une baisse du travail à temps partiel. Le taux de chômage stagne à 6,8 % pour le cinquième mois d'affilée.

Le taux d'emploi des étudiants de 20 à 24 ans devant retourner aux études à l'automne, qui sont donc susceptibles d'occuper un travail d'été, était de 67,2 % en juin au pays, précise Statistique Canada. Leur taux de chômage était de 10 %, en baisse de 1,7 point de pourcentage comparativement à juin 2014.

[BFM du 13 juillet 2015 – "De la com"](#)

[juillet 13, 2015/ Vidéos des éconoclastes /par Olivier Delamarche](#)



<http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/les-points-sur-les-i-olivier->

delamarche-et-benaouda-abdeddaim-l-avenir-grec-sera-t-il-enfin-fixe-avec-ce-nouvel-accord-1307-585313.html

La Grèce a passé un accord avec les européens après 17 heures de négociation pour obtenir une nouvelle réunion pour un plan d'aide de l'ordre de 80 milliards d'euros en échange de lois à voter avant mercredi.

« **Rien n'est fait** » pour Olivier Delamarche, cette réunion n'a servi qu'à se mettre d'accord pour fixer une nouvelle réunion pour négocier un nouvel accord. Tout cela reste de la communication politique. En effet, ce qui n'est pas mentionné selon notre Econoclaste, c'est que l'Allemagne est dans l'impossibilité de financer la Grèce, l'Italie, l'Espagne, le Portugal mais aussi la France. « **Vous avez des milliards à sortir pour aider les pays en difficulté.** »

L'Allemagne a donc compris que pour maintenir la Zone Euro dans sa forme actuelle, elle doit déboursier de 8 à 10 % de son PIB, chose qu'elle n'est pas en mesure de faire sous peine de détruire sa propre économie.

Comme « **il ne faut pas être désigné comme celui qui fera exploser la Zone Euro** », l'Allemagne et la Grèce restent tous deux dans du dialogue politique, « **de la com'**. » Il faudra toujours plus d'argent pour pouvoir maintenir les banques grecques qui sont actuellement en faillite.

« **Il n'y a que les europhiles et les eurobéats qui ont à perdre quelque chose.** »

Le résumé d'Olivier Delamarche sur cette réunion de ce dimanche 12 juillet et lundi 13 est simple. Les européens et la Grèce se sont accordés au bout de 17 heures pour refaire une réunion pour trouver un accord. Sur le papier les concessions d'Alexis Tsipras sont là, mais pour certaines, elles ne sont qu'à réaliser avant 2022, ce qui laisse tout le temps au Premier ministre grec pour revenir dessus. De plus, au début juillet les estimations des aides nécessaires pour la Grèce s'élevaient à 40 milliards, mais « **en un week-end on est passé à 80 milliards.** »

« **On va endetter [les grecs] pour payer les dettes qu'ils nous doivent.** »

Finalement, si un accord est effectivement trouvé, Olivier Delamarche s'interroge sur la réaction des pays du Sud de l'Europe. Comment va réagir l'Espagne, qui doit voter en automne pour ses législatives, quand elle verra qu'il suffit de crier un peu fort pour obtenir ce que l'on veut ?

Rédigé par Raphaël Becanne

LE TRÈS MAUVAIS BOUT DE LA LORGNETTE

François Leclerc 14 juillet 2015

Il est déjà acquis, alors qu'il n'est pas encore négocié, que le 3^{ème} plan de sauvetage de la Grèce ne fonctionnera pas mieux que les deux précédents. Pour ne prendre qu'un seul exemple, il est totalement irréaliste de prétendre réunir dans les trois prochaines années 50 milliards d'euros provenant des privatisations. Mais le véritable résultat des décisions des plus hautes autorités européennes va au-delà : le désastre n'est pas seulement grec, il est européen.

Une disposition décidée lors du sommet de dimanche laisse présager que le programme n'aboutira pas, puisqu'il est déjà prévu un programme de coupes budgétaires automatiques au cas où les objectifs d'excédent budgétaires ne seraient pas atteints. Cela ne doit pas nous étonner, car ce plan n'est pas fait pour fonctionner : présenté comme une alternative au drame d'une sortie de l'euro de la Grèce, il poursuit sa lente asphyxie.

Les conséquences de ce que Podemos a appelé un « coup d'État financier » dépasse le sort d'une Grèce à nouveau transformée en protectorat. En vertu de ce que le Financial Times a appelé «le programme de supervision économique le plus intrusif ayant jamais existé dans l'Union européenne », de ce qui restera « comme l'une des démarches diplomatiques les plus brutales de l'histoire de l'Union européenne, un bloc construit pour favoriser la paix et l'harmonie et qui menace désormais publiquement l'un de ses membres de ruine à moins qu'il ne se rende » écrit le Wall Street Journal. L'hebdomadaire portugais Expresso a quant à lui parlé « d'une sorte de Traité de Versailles écrit en Allemand. »

Par leur intransigeance, le gouvernement allemand et ses alliés portent une grande responsabilité, mais cela n'élude pas celle des gouvernements français et italien, car l'euro est désormais identifié à l'austérité, au chômage, à la précarité et aux inégalités. Ceux qui ont prétendu sauver la Grèce en l'empêchant de sortir de l'euro nous abusent à double titre : ils ont enfoncé la Grèce et, quoi qu'ils en disent ou en pensent, menacent l'euro. En proscrivant toute réflexion sur la soutenabilité de la dette, qu'elle soit grecque ou européenne, ils ont mis en cause celle de l'union monétaire. Les réformes de la *gouvernance européenne* qu'ils prévoient pour toute suite sont à l'image du spectacle qu'ils viennent d'offrir pendant cinq mois pour ne finalement parvenir à s'entendre que de justesse, et sur quel terrain ! Autre évidence, le plan Juncker d'investissement en reste à ses fondations branlantes et ne respecte pas ses objectifs.

Il faudrait ouvrir un débat, ils vont le fermer. Au comble du ridicule, Laurent

Fabius et Frank-Walter Steinmeier, les ministres français et allemand des affaires étrangères, ont affirmé que la réussite du couple franco-allemand « était la principale leçon à tirer » du dénouement du sommet de dimanche. Quelle vision pénétrante ! Quelle perspective exaltante ! Wolfgang Schäuble a imposé sa ligne en Allemagne, et François Hollande dévoilé les ressorts intéressés de sa mansuétude envers la Grèce en reconnaissant que « si la Grèce était sortie, c'eût été une amputation de ses créances ». Il n'a rien empêché.

Une époque se termine, un tournant est en dépit de tout engagé.

SCHÄUBLE SAVONNE LA PLANCHE

François Leclerc 14 juillet 2015

C'est à peine fini que cela recommence. Un *pont* financier permettant à la Grèce d'honorer ses échéances envers la BCE et ses arriérés envers le FMI, avant que le nouveau programme soit adopté, ne parvient pas à être dégagé entre les créanciers européens. L'Eurogroupe d'hier, qui y était consacré, a renvoyé la question pour étude à son groupe de travail, qui fait les fonds de tiroir...

Ils ne croient tellement pas à leur plan qu'ils ne sont pas prêts à y mettre un sou de plus. Et ils en sont à étudier des bricolages qui posent des problèmes juridiques, ne sont pas suffisants, ou rencontrent des véto. 12 milliards d'euros sont recherchés et ne sont pas trouvés ! La prochaine grosse échéance de la Grèce est dans six jours, envers la BCE, et un défaut entraînerait la suppression des liquidités d'urgence et l'effondrement immédiat des banques, suivi d'une sortie de la zone euro en catastrophe.

Wolfgang Schäuble et ses alliés, notamment finlandais, jouent la montre et pourraient créer un fait accompli. Le ministre allemand a proposé que des IOU (I Owe You = je vous dois) soient émis par le gouvernement grec pour compléter ce qui manquera du bricolage s'il est trouvé. Il continue de savonner la planche et a déjà annoncé qu'il va falloir renforcer l'union monétaire... à sa manière. Cherchant à ne pas se laisser entraîner, François Hollande annonce des propositions de « gouvernement économique européen » et déclare qu'il « n'accepte pas qu'un peuple soit humilié », à contre-courant de la presse française et de l'opinion, selon un sondage. Quel naufrage !

Grèce : quelles conséquences sur le système bancaire de la Zone euro ?

14 juil 2015 | [Mory Doré](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Les marchés sont assez sereins vis-à-vis de la crise grecque — dont l'issue reste incertaine, l'accord de dimanche soir n'ayant pas encore été ratifié par le Parlement grec. En effet, un défaut ne serait pas considéré comme "systémique", c'est-à-dire pouvant mettre en péril l'ensemble du système financier. Mais a-t-on une idée de la vraie facture ?

La dette grecque s'élève aujourd'hui à 298 milliards d'euros et est majoritairement détenue par des créanciers publics (nous contribuables) et non plus par les créanciers privés — les banques, les assureurs et leurs clients.

- 53 milliards d'euros détenus par l'Union européenne

– 142 milliards d'euros par les fonds européens de stabilité financière ou mécanisme européen de stabilité (FESF-MES)

– 32 milliards d'euros par le FMI

– 27 milliards d'euros par la BCE (dont deux échéances prochaines : 3,5 milliards d'euros le 20 juillet 2015 et 3,2 milliards d'euros le 20 août 2015)

– Et "seulement" 44,4 milliards de dette de marché (aux mains des créanciers privés)

Selon les études économiques de Natixis, les conséquences économiques dans la Zone euro d'un défaut sur la dette grecque détenue par les non-résidents sont chiffrées à :

- hausse de "seulement" 2,5 points de PIB de la dette publique de l'ensemble de la zone

– pertes minimales de 0,2 point de PIB sur le trafic commercial et de 0,03 point de PIB en raison de la perte des investissements directs.

De plus, le spectacle socialement et économiquement dramatique d'une sortie de la Grèce de la Zone euro dissuaderait les populations tentées par la surenchère populiste de partis anti-européens.

▪ **Certes, mais cette analyse nous paraît superficielle**

Un défaut de la Grèce et/ou une sortie de la Zone euro — toujours possible tant que le Parlement n'a pas ratifié l'accord présenté le week-end dernier — ne permettrait plus aux banques grecques de bénéficier de l'Emergency Liquidity Assistance (ELA) de la BCE, sans laquelle les banques grecques auraient déjà disparu début février 2015.

La frontière entre insolvable et illiquide est floue ; pour trouver des liquidités, une banque est obligée de vendre en catastrophe et à perte nombre d'actifs, ce qui réduit ses fonds propres. Inversement, une banque insolvable se trouve confrontée à l'illiquidité, personne ne voulant refinancer cette banque.

▪ **Si les banques grecques faisaient faillite, que se passerait-il pour la Zone euro ?**

Il faut, pour répondre à cette question, se pencher sur ce que l'on appelle les soldes Target. Ces soldes correspondent aux positions des banques centrales nationales vis-à-vis de l'Eurosystème. Target signifie Trans-European Automated Real-time Gross Settlement Express Transfer System. Les capitaux sortant des banques grecques, les agents économiques privés grecs se financent directement auprès de leur banque nationale grecque qui "s'endette" via Target.

La frontière entre insolvable et illiquide est floue

Les banques centrales des pays qui ont des positions Target nettement créditrices sont en risque majeur ; leurs pays devraient, le cas échéant, renflouer leurs banques centrales nationales possédant une dette Target.

Aujourd'hui, les banques grecques doivent 110 milliards d'euros à l'Eurosystème. A cette dette du système bancaire grec s'ajoute l'ELA (Emergency Liquidity Assistance) fournie par la BCE, qui est passée de 68 milliards début février 2015 à 89 milliards d'euros aujourd'hui (montant gelé depuis le 28 juin dernier).

Donc si le système bancaire grec fait défaut, les banques centrales nationales de la France et de l'Allemagne afficheraient des pertes à due concurrence de la participation de leurs banques centrales dans le capital de la BCE (respectivement 25% et 20%).

Il n'y aura que quatre façons de les absorber :

- le recours à la dette publique ;
- la baisse des fonds propres pour les banques et assureurs exposés ;
- plus de création monétaire de la Banque centrale européenne ;
- la taxation des dépôts bancaires (possible dès le mois de juillet en Grèce).

Si le système bancaire grec fait défaut, les banques centrales nationales de la France et de l'Allemagne afficheraient des pertes

Le plus difficile est d'évaluer les conséquences des pertes réalisées par des fonds spéculatifs à fort effet de levier.

▪ **Les réactions des marchés financiers depuis une quinzaine d'années s'expliquent par les**

ventes forcées de ces investisseurs

Pour cela, il faut connaître les aspects réglementaires, comptables et commerciaux (demandes de remboursements de clients) auxquels ils sont soumis.

On peut imaginer des risques de contagion entre actifs et entre zones géographiques quand ces fonds doivent rembourser et se retrouvent dans

l'incapacité de vendre leurs actifs les plus risqués devenus illiquides. Ils seront alors obligés de vendre leurs actifs sains et liquides.

On sait que certains gros fonds spéculatifs sont fortement investis sur des actifs grecs (ayant parié à tort sur le redressement de *distressed securities*). Des rumeurs évoquent des montants de plus de 10 milliards d'euros — sachant qu'il s'agit du *cash* investi par des clients mais qu'en réalité l'exposition de ces fonds est sans doute plus importante. Face aux demandes de remboursement de leurs brokers ou de leurs clients, que se passera-t-il ? Ils vendront les bons actifs liquides et performants détenus en portefeuille. Ceux-ci n'auront peut-être absolument aucun lien avec les actifs toxiques et illiquides sujets à la crise financière.

Même les crises financières initialement très localisées se sont avérées contagieuses. Ce serait une grave erreur que de l'ignorer.

Pause, correction sur le marché boursier chinois.

Bruno Bertez 14 juillet 2015

Les principaux indices des marchés d'actions chinois ont rechuté mardi après trois séances dans le vert. Le marché est cependant resté calme, rien à voir avec la vague de ventes de panique des dernières semaines. De nombreux titres ont terminé la séance en terrain positif, alors même que la cotation a repris pour des centaines de sociétés.

Même si il n'y a pas d'exemple historique de succès d'interventions étatiques pour enrayer une chute boursière, les manoeuvres du Gouvernement et de la PBOC peuvent réussir pendant quelque temps. Il ne faut pas oublier qu'il y a un an les autorités politiques ont engagé leur crédibilité en conseillant les achats sur le marché boursier. Nous ne sommes pas dans la finance, nous sommes dans la politique et peut-être dans la survie de l'équipe en place. En tous cas la chose Boursière est prise très au sérieux au plus haut niveau même si le marché financier est marginal dans l'économie Chinoise.

L'indice CSI300 des grandes valeurs cotées à Shanghai et Shenzhen a abandonné 2,4% et l'indice Shanghai Composite a cédé 1,1%, notamment plombés par les grandes banques (dont l'indice a chuté de 2,09%), les sidérurgistes, ainsi que le géant du pétrole PetroChina (-1,92%).

En revanche les plus petites capitalisations ont accru leurs gains. L'indice ChiNext des valeurs technologiques cotées à Shenzhen a bondi de 2,6% et l'indice CSI500, qui regroupe des petites entreprises, s'est adjugé 2,1%.

Pour Gu Yongtao, analyste chez Cinda Securities, « la correction d'aujourd'hui,

qui suit le fort rebond des derniers jours, est naturelle ». « C'est différent des ventes précipitées auxquelles nous avons assisté auparavant, avec un assèchement des liquidités et des investisseurs qui ne pouvaient pas céder leurs titres », relève-t-il.

Encouragées par le rétablissement des Bourses, des centaines de sociétés — principalement des petites entreprises — qui avaient suspendu leur cotation pour se mettre à l'abri de la correction ont fait leur retour sur les marchés.

La cotation a ainsi repris mardi pour plus de 250 compagnies, dans le sillage de 350 autres lundi.

Notre opinion sur la Bourse après la Grèce et la Chine

Bruno Bertez 14 juillet 2015

Des amis, des lecteurs, des gestionnaires nous interrogent. Ils nous disent: maintenant que la menace Grecque est passée, maintenant que le marché Chinois est stabilisé faut-il reprendre les achats en Bourse ? Peux-t-on raccrocher la tendance haussière qui avait prévalu jusqu'à la mi-Avril ?

Voici notre réponse.

1- il subsiste une incertitude sur le passage de l'accord Grec au parlement Allemand vendredi

2- aucun problème n'est résolu , on reste des deux cotés dans le « extend and pretend »

3- ces événements ne sont que des symptômes, le fait essentiel c'est l'approche de la hausse des taux

4- les bulles commencent à éclater, personne ne peut deviner quelle sera la prochaine

5- les autorités elles-même sont dans l'incertitude, on ne peut rien anticiper

Donc en résumé, nous disons qu'aussi bien les événements Grecs que les événements Chinois ne sont que des distractions et que ce qu'il faut surveiller, c'est l'essentiel, c'est à dire les taux. La liquidité est produite par les anticipations sur les taux, c'est une conséquence, pas un phénomène distinct comme semblent le croire les gouverneurs de la Fed. Ils pensent que l'on peut monter les taux sans resserrer la liquidité, en la laissant surabondante et ils se trompent. Tout dépend de la façon dont les marchés se positionnent face au risque.

Or de ce coté les choses se gâtent ; la tendance à la baisse de l'appétit pour le risque est maintenant bien accrochée, l'appétit baisse, il chute.

Si vous prenez un graphique qui retrace l'évolution des spreads du High Yield en

regard des Treasuries à 10 ans, vous observez les séquences suivantes.

1-Décompression longue et régulière depuis la mi-2013 jusqu'à la mi-2014. On descend de 3,8% à 2,5%. C'est la conséquence du choix de la Fed de retarder le Taper, la régularisation de la politique monétaire.

2-Le plus bas est touché en mi-2014, la tension sur les spreads repart à la hausse, une hausse forte et pentue qui fait passer le spread de 2,5% à 5,2% à fin 2014, début 2015. L'appétit pour le risque baisse fortement au cours de cette séquence on le voit.

3-Suit une séquence de détente qui corrige la rapidité et l'ampleur de la hausse précédente des spreads, on descend graduellement de 5,2 à 3,9%, c'est le point le plus bas, on remarque qu'il est nettement plus élevé que le précédent.

4-A partir de là, depuis mai, on fait une base incertaine, avec un W haussier, très haussier qui déclenche une nouvelle tendance haussière qui nous porte, au moment où nous écrivons dans la zone des 4,6/4,7%.

Dans tous les cas gardez bien présent à l'esprit que lorsque nous parlons de spreads ou de prime de risque, cela doit se lire à l'inverse,, appétit pour le risque, ce qui se traduit par appétit pour le jeu et entrain spéculatif. Lorsque les spreads montent, l'appétit baisse.

L'intelligence n'est pas forcément utile en Bourse, mais elle donne sur la durée, des résultats satisfaisant. L'intelligence nous dit deux choses :

1- les valorisations sont fondamentalement, historiquement excessives, ce que les entreprises nous donnent en échange de notre argent est insuffisant

2-le maigre rendement de nos investissements est complété par ce que l'on appelle une performance, qui n'est rien d'autre que le fait que d'autres viennent nous acheter les titres plus cher que nous les avons payés. Ils jouent, ils rachètent nos billets de loterie parce que l'appétit pour le jeu est croissant.

Le cours de Bourse est la somme :

1-de la valeur fondamentale

2- de la valeur spéculative du billet de loterie qui lui est attaché et cette valeur mesure l'appétit pour le jeu/risque.

Nous n'avons jamais trouvé d'autre mesure de cette donnée, l'appétit pour le risque, que la mesure des comportements relatifs des actifs sans risque et des actifs très risqués. Avant, nous nous servions du rapport entre les fluctuations du NYSE et les fluctuations du Nasdaq. C'est un bon indicateur avancé, mais celui entre les Treasuries et le High Yield est meilleur.

Donc notre avis est le suivant, il va y avoir une hausse de soulagement lorsque tout aura été éclairci et stabilisé ces prochains jours, mais cette hausse est vulnérable car le facteur fondamental qui gouverne l'évolution des cours, l'appétit pour le risque est orienté à la baisse. Si hausse il y a, nous pensons qu'elle sera servie, distribuée et nous conseillons d'en faire autant.

Bien entendu le présent développement est une friandise, une réponse à une demande que nous avons trouvée fondée. Sur le fond nous sommes incapables de deviner l'avenir. Nous sommes inquiets, nous avons le sentiment que le risque est de plus en plus grand pour une récompense médiocre. Nous sommes dans le dissymétrique avec des espoirs de gains et de rendement très limités de quelques pour cents, mais des possibilités de trou et de chute de 20 à 30%.

Chine: la croissance a encore ralenti

BusinessBourse Le 14 juil 2015 à 05:00



La croissance de la Chine a encore ralenti au deuxième trimestre, selon un panel d'analystes interrogés par l'AFP, la deuxième économie mondiale restant plombée par une consommation terne, l'essoufflement des investissements et le plongeon du commerce extérieur.

Le Produit intérieur brut (PIB) de la Chine a enregistré sur les trois mois d'avril à juin une croissance de 6,9%, selon la prévision médiane de quatorze économistes et experts, après une progression de 7% au premier trimestre.

Si la statistique officielle – publiée mercredi par le gouvernement – devait confirmer ce chiffre, il s'agirait de la plus faible performance trimestrielle de la Chine depuis 2009.

De l'avis général, la conjoncture reste maussade, et le récent effondrement des Bourses locales n'a rien fait pour éclaircir le tableau.

La place shanghaiënaise a chuté de plus de 30% en l'espace de trois semaines, dans un climat d'affolement général. Mais l'impact de ce krach spectaculaire sur

l'économie réelle devrait dans l'immédiat rester limité.

Si plus de 90% des investisseurs sur les Bourses chinoises sont des particuliers, «l'exposition des ménages aux marchés d'actions est malgré tout relativement modeste», soulignait Wei Yao, de Société Générale.

Seuls 6% du total des économies des ménages est placé en Bourse, estimait-elle.

Julian Evans-Pritchard, du cabinet Capital Economics, renchérisait: «étant donné que l'envolée des Bourses (+150% en un an) n'avait pas notablement soutenu la croissance économique, il n'y a pas de raison que le dégonflement boursier ait davantage d'effet».

Investissements à la traîne

Pour autant, personne ne s'attendait à une quelconque embellie dans les statistiques du mois dernier.

«La production industrielle a sans doute crû au même rythme qu'en mai (...) et les investissements en capital fixe ont pu accélérer très légèrement», mais l'activité économique «reste faiblarde», prédisait Li-Gang Liu, de la banque ANZ.

Et de pointer la frêle progression de ces investissements sur l'ensemble du premier semestre, au plus bas depuis des années, alors même que recule le volume des prêts bancaires, «signe de la défiance des établissements financiers», selon M. Liu.

De fait, les investissements dans les infrastructures pâtiennent «du manque de liquidités des gouvernements locaux», soulignait Li Ruoyu, analyste d'un think tank gouvernemental.

«Leurs capacités d'emprunt sont sérieusement limitées», en raison de nouvelles restrictions imposées par Pékin pour endiguer l'endettement public, expliquait-elle à l'AFP.

Enfin, avec l'essoufflement persistant du commerce extérieur chinois, qui s'est contracté de quasiment 7% au premier semestre, c'est un autre pilier traditionnel de la croissance chinoise qui se fissure.

Krach boursier

Les turbulences boursières pourraient par ailleurs raviver la «finance de l'ombre» – moyens de crédit non régulés – et accroître les dettes des entreprises privées, dont beaucoup avaient utilisé leur portefeuille d'actions comme collatéral pour des emprunts.



Le marché immobilier connaît certes un modeste rebond, avec une hausse des prix des logements neufs en juin, «mais c'est encore sans effet sur la consommation et l'investissement», relevait Li Ruoyu.

De l'avis général, la banque centrale (PBOC) pourrait donc se trouver encore une fois condamnée à secourir à bout de bras l'activité –après avoir déjà abaissé à quatre reprises depuis novembre ses taux d'intérêt.

«On n'attend pas de nouveaux assouplissements monétaires au troisième trimestre (...) mais si les indicateurs de juin déçoivent, les chances de voir la PBOC agir vont automatiquement se renforcer», soulignait-on chez Société Générale.

«Nous ne prenons pas les défis de la croissance à la légère, nous avons la capacité de contenir l'économie dans une fourchette raisonnable», a d'ailleurs récemment assuré le premier ministre Li Keqiang.

Pour l'ensemble de 2015, le panel d'analystes prévoit en moyenne une croissance de 7% –ce qui correspond à l'objectif que s'est fixé Pékin. Ce serait la plus faible croissance chinoise depuis un quart de siècle.

Face au marasme économique, «des mesures de soutien supplémentaires seront prises, ce qui repoussera encore les réformes structurelles», avertissait cependant Li-Gang Liu.

De fait, Pékin vante volontiers la «nouvelle normalité» d'une croissance ralentie et ses efforts de rééquilibrage, destinés à doper la consommation, le secteur des services et l'industrie haute de gamme, et à rogner les groupes d'État au profit du secteur privé.

Mais les autorités s'efforcent désormais d'éviter une détérioration trop brutale de la conjoncture et –c'est leur priorité avouée– de soutenir le marché de l'emploi.

Source: affaires.lapresse.ca

Nucléaire : l'Iran et les grandes puissances concluent un accord historique

Par [Le Point.fr](http://LePoint.fr) Publié le 14/07/2015

Après 17 jours de pourparlers acharnés, les négociateurs ont arraché un compromis mettant fin à l'une des plus graves crises de la décennie.

Ils y sont finalement arrivés. Après dix-sept jours de négociations marathon, les représentants de l'[Iran](#) et des grandes puissances ont arraché un compromis sur l'épineux dossier du nucléaire iranien, mettant fin à l'une des plus graves crises de la décennie. « Tout ce dur travail a payé. Dieu bénisse notre peuple », **a déclaré à l'agence de presse Reuters un diplomate iranien sous le sceau de l'anonymat. L'information a été confirmée peu après à l'**Agence France-Presse** de source diplomatique.**

L'officialisation de l'accord devrait avoir lieu dans la matinée. La « réunion plénière finale de l'E3/UE3 et de l'Iran aura lieu à 10 h 30 à l'ONU » à Vienne, a ainsi indiqué la porte-parole de l'UE, Catherine Ray, sur son compte Twitter, utilisant la désignation européenne du groupe P5+1 (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne). L'objectif de l'accord est de garantir que le programme nucléaire iranien ne peut avoir de débouchés militaires, en échange d'une levée des sanctions internationales qui étouffent l'économie du pays.

Maintien de l'embargo sur les armes

La nuit de lundi à mardi a été marquée par une intense activité diplomatique au palais Coburg, qui abrite les négociations depuis le 27 juin. À minuit, les ministres des grandes puissances ont encore participé à une réunion plénière, juste après un nouvel échange entre l'Américain John Kerry et le Russe Sergueï Lavrov, principaux artisans du futur accord. Officiellement, toutefois, celui-ci n'est pas encore formellement conclu.

Les négociateurs ont bataillé jusqu'à la dernière minute pour résoudre de derniers « points de désaccord », selon les termes de Josh Earnest, porte-parole du président américain Barack Obama. D'après Reuters, qui cite des sources diplomatiques, l'Iran aurait accepté le principe de "Snapback", à savoir un retour des sanctions sous 65 jours si Téhéran ne respectait pas ses engagements sur le nucléaire. En outre, les grandes puissances auraient maintenu l'embargo de l'[ONU](#) sur les armes à destination de l'Iran pour une durée de cinq ans, ainsi que l'embargo onusien sur les missiles pour huit ans.

Soupçons

Depuis le week-end, tous les acteurs assuraient que l'accord était quasi bouclé, mais que des « décisions politiques » restaient nécessaires. « Aucun accord ne peut être parfait », a rappelé le ministre chinois Wang Yi, revenu spécialement dans la capitale autrichienne pour les dernières heures de la négociation aux côtés de l'ensemble de ses homologues. L'accord, s'il est confirmé, se sera fait attendre : il était initialement prévu pour le 30 juin, mais cette date avait été repoussée à plusieurs reprises en raison de l'importance des enjeux.

L'Iran est soupçonné d'avoir mis en oeuvre, jusqu'en 2003 et peut-être au-delà, un programme nucléaire militaire sous le couvert d'activités civiles, ce qu'il a toujours nié. Depuis une dizaine d'années, les États-Unis, l'Union européenne et l'ONU imposent des sanctions à la République islamique pour la forcer à négocier. Les pourparlers n'ont vraiment commencé qu'en 2013 après l'élection du président Hassan Rohani sur la promesse d'une levée des sanctions.

En avril, à Lausanne, les négociateurs ont obtenu à l'arraché un accord-cadre qui a fixé les grands principes du texte final. L'Iran a notamment accepté de réduire le nombre de ses centrifugeuses et son stock d'uranium enrichi, ce qui doit rendre quasi impossible la fabrication rapide d'une bombe atomique. En prévision de l'accord, le ministre iranien de l'Intérieur a demandé aux autorités locales de se préparer à des scènes de liesse dans les rues, la population espérant que la levée des sanctions internationales permette une amélioration de ses conditions de vie en cas d'accord.

« Mauvais accord » (Israël)

La séquence de pourparlers viennois représente l'un des plus longs cycles de négociations internationales, au niveau ministériel et en un seul lieu, depuis celui qui a abouti aux accords de Dayton (États-Unis) ayant mis fin en 1995 à la guerre en Bosnie-Herzégovine. Les discussions se sont éternisées en raison de désaccords sur la durée de l'accord, le rythme de la levée des sanctions ou l'accès aux sites militaires iraniens. Les négociations ont également buté sur la levée de restrictions sur le programme balistique et le commerce des armes, réclamée par Téhéran avec le soutien de Moscou.

Les Occidentaux jugent cette demande délicate en raison de l'implication iranienne dans plusieurs conflits, en particulier en Syrie et en Irak. Les voisins de l'Iran, notamment Israël et les puissances sunnites, s'opposent d'ailleurs à un accord qui ouvre la voie à une normalisation pour Téhéran sur la scène internationale. Même en cas d'amélioration de dernière minute, l'accord sera « mauvais », a redit lundi le

ministre israélien de la Défense, Moshe Yaalon, évoquant le risque d'une « course aux armements nucléaires » dans la région.

Les cours du pétrole pourraient encore baisser, selon l'AIE

BusinessBourse et Challenges Le 10 juil 2015 à 19:34



Les cours du pétrole s’apprêtent à subir de nouvelles pressions à la baisse dans un contexte de recul de la demande face à une offre de plus en plus surabondante et la phase de réajustement des marchés pourrait se prolonger jusqu’à l’an prochain, a déclaré vendredi l’Agence internationale de l’Energie (AIE).

L’agence s’attend à un ralentissement de la croissance de la demande mondiale à 1,2 million de barils par jour (bpj) en 2016 contre 1,4 million cette année, nettement insuffisante pour compenser la croissance continue de la production, tant des pays de l’Opep qu’hors Opep.

“Il se peut que le point bas du marché soit encore à venir”, écrit l’agence dans son rapport mensuel. “Le mouvement de rééquilibrage, qui a commencé lorsque les marchés ont lancé une première phase de baisse des cours de 60% il y a un an, n’est pas fini. De récentes évolutions laissent penser que le processus se prolongera largement en 2016.”

“Le marché pétrolier était largement excédentaire au deuxième trimestre de 2015 et le reste aujourd’hui. De même, il apparaît clairement que la capacité du marché à absorber l’excédent ne devrait pas durer. Les capacités de stockage terrestre sont limitées, ainsi que la flotte de pétroliers.”

La surabondance de l’offre provient d’une forte augmentation de la production américaine liée au développement du pétrole de schiste et de la décision de l’Opep de ne pas réduire sa production afin de conserver ses parts de marché.

Mais la récente chute des cours, à 50-60 dollars le baril contre 115 dollars il y a un

an, n'a pour l'instant pas d'impact notable sur la production nord-américaine.

“Le calendrier attendu du rééquilibrage s'est quelque peu modifié mais le scénario n'a pas changé. La réponse de l'offre à la baisse des cours est en route”, dit l'AIE, ajoutant qu'il faudra peut-être une nouvelle baisse des cours pour que cette réponse se déploie en totalité.

L'offre de pétrole des Etats-Unis a augmenté d'un million de bpj au cours des cinq premiers mois de 2015, en baisse par rapport aux 1,8 million de bpj de 2014.

L'offre totale des pays hors Opep, après avoir augmenté de 2,4 millions de bpj en 2014, semble ralentir à un rythme de croissance d'un million de bpj en 2015 pour ne plus augmenter en 2016.

La croissance de la demande mondiale semble elle avoir atteint un pic au premier trimestre 2015, à 1,8 million de bpj, et devrait fléchir le reste de l'année et en 2016.

Ce qui signifie que les besoins en pétrole de l'Opep se situeront à 30,3 millions de bpj l'an prochain, en hausse d'un million par rapport à 2015, mais encore en retrait de 1,4 million par rapport à la production du cartel.

Source: [challenges](#)

[Dettes publiques : au-delà de la mise en scène...](#)

[juillet 12, 2015/ Articles des éconoclastes, /par Liliane Held-Khawam](#)

De négociations en négociations, la crise grecque nous tient en haleine depuis de nombreuses semaines. Pourtant hier soir le parlement grec a validé l'accord que M. Tsipras aurait présenté aux partenaires européens et autres FMI. Accord 100% en faveur de l'industrie financière transnationale.

Pourtant le peuple avait voulu croire en M Tsipras. Son initiative pour la tenue d'un référendum a créé de l'espoir au-delà des frontières grecques. On a voulu y croire. Mais non M. Tsipras se rend et il a fait se rendre avec lui toutes les petites gens qui ont lié leur sort à sa capacité de négociateur. A sa capacité de tenir ses promesses électorales.

Mais M. Tsipras n'est pas la bonne personne. Nous l'avions déjà supposé à la lecture de son programme de fin juin. Aucune surprise donc. Portant le malaise grandit toujours plus dans le cœur des peuples. Et pas que des petits retraités. Les politiciens de tout bord semblent briller par leur impuissance. Le rôle tenu par la gauche malmenée aujourd'hui en Grèce mais hier en France et avant-hier ailleurs montre bien que la pseudo division droite-gauche a fait long feu et qu'aujourd'hui la réalité est ailleurs. Au-delà de la scène...

La réalité pure et dure est que les financiers privés et transnationaux ont pris le pouvoir politique. Ces financiers qu'hier il fallait soit-disant sauver de la faillite avec les maigres deniers publics et qui depuis ont fait exploser leurs indicateurs boursiers et leurs bonus. Ces financiers qui font ployer la Grèce, la France, l'Espagne et un bon paquet de pays sous les conséquences de leur sauvetage. Ces financiers qui sont partis poursuivre leurs malveillances ailleurs sur la planète et qui en ce moment-même font boire la très grosse tasse à l'Asie. Ces financiers insatiables qui en veulent toujours plus et qui ne sont limités par aucune règle morale ou éthique. Ces financiers qui confondent stratégie et gains, humanité et austérité, loyauté et trahison, justice et iniquité. Ce sont en réalité ces individus qui tirent les ficelles derrière les scènes médiatiques.

Ils ne s'exposent pas -encore- en direct. Ils utilisent des personnalités politiques qui peuvent être acceptées par l'inconscient collectif du peuple qu'ils honnissent.

Pourtant ce sont eux les boss. Leur dictature est déjà en place grâce à un circuit financier unique de très haute performance et qui passe au-dessus des Etats-Nations. La loi nationale est la leur. Aucun vote, référendum ou autre élection ne leur résistent. Il leur suffit de fermer le robinet et le pays est asphyxié.

On a vu hier à Chypre puis aujourd'hui en Grèce qu'ils ont le pouvoir de vie et de mort sur une économie nationale. Ils ont un pouvoir équivalent à celui d'une armée régulière. Ils ont le pouvoir de décréter un embargo. Rien de moins. Car aujourd'hui, il s'agit bien d'un embargo financier -et donc économique- que vivent les grecs. Une honte absolue et innommable tant elle est méprisable.

Ces financiers sont les patrons de l'Allemagne endettée de plus de 2'170'000'000'000 d'euros. Certains ont même dit dans le cadre d'un reportage sur Arte le 28 juin 2012 qu'il fallait ajouter aux 2'000 milliards de l'époque 5'000 pour se rapprocher de la réalité, soit 270% de son PIB de 2012 !!!

Cette fortune colossale, l'Allemagne la doit aux banques privées et centrales (qui sont aussi privatisées pour la plupart). Cette dette est partie dans des produits financiers que seuls les ordinateurs peuvent encore appréhender. Par conséquent l'Allemagne tout comme la France, l'Italie, l'Espagne ou d'autres ne s'appartient déjà plus. Quand elle négocie, elle est une intermédiaire entre l'industrie transnationale et les grecs. Même la banque centrale grecque n'appartient plus au pays. C'est un *hedge fund* du groupe Carlyle qui en est le deuxième actionnaire. Or, c'est cette banque centrale grecque qui gère hors bilan pour 170 milliards d'avoirs grecs dont les capitaux des malheureux retraités qui cherchent à grappiller quelques euros là où ils le peuvent.

L'embargo de la finance transnationale contre le peuple grec est un acte de guerre.

Alors par pitié laissons tomber les mots « partenaires », « accords », « aide » etc. Rien n'est plus faux.

Il faut parler de *hold-up*, d'humiliation, de crime contre l'humanité et surtout et avant tout de spoliation.

Il ne faut surtout pas s'y tromper. La dette publique telle que fabriquée actuellement repose sur 3 piliers contestables et contestés :

1. Tous les pays du monde ont officiellement renoncé à se faire financer par leur banque centrale. Un mur a été érigé entre la banque centrale et le gouvernement de sorte que le pays est condamné à aller chercher son financement auprès du privé.
2. Un gouvernement doit ainsi aller chercher le financement de sa dette auprès d'un marché privé libre de lui fixer les conditions et les coûts. Aucun des gouvernants qui ont admis ce point de vue ne l'aurait accepté pour ses affaires privées. On invoque la liberté des marchés pour justifier la chose. Or, rien n'est moins libre que les marchés financiers cartellisés pour ne pas dire monopolistiques. Ils sont manipulés et même planifiés comme le plus zélé des régimes totalitaires.
3. Ce point est le pivot de la forfaiture qui n'a que trop duré. L'octroi du pouvoir de la création monétaire à l'industrie financière. Les banquiers fabriquent des quantités illimitées de monnaie créées à partir des dettes et donc aussi des dettes publiques. Le travail et le patrimoine des citoyens en sont la consistance et la caution.

Les dettes publiques européennes ont clairement permis de donner de la consistance à une monnaie bancaire illégitime qui ne repose que sur les actifs de l'emprunteur (débiteur). Elle est même illégale dans la mesure où cette monnaie scripturale n'est pas reconnue par la législation.

Il est aussi à souligner que l'argent des dettes publiques récupéré par les banques a servi à partir à la conquête de l'Asie (cf. les chiffres phénoménaux des investissements directs à l'étranger sont disponibles dans les statistiques de CNUCED ; banques centrales, BM, FMI). Les dettes publiques ont permis l'expansion mondiale de l'industrie financière transnationale. Quand cette industrie exige la privatisation du patrimoine et des services publics dans le cadre d'une austérité, elle ne fait qu'accroître la pression sur l'économie réelle locale avec pour conséquence une augmentation des déficits publics. La croissance de la dette publique est alors garantie avec pour conséquence une croissance de l'assise de l'industrie financière transnationale.

Ces gigantesques dettes publiques sont l'assise qui a permis à certains acteurs de la finance transnationale de s'approprier le monde en le financiarisant.

En conclusion, la crise des peuples est le moteur de croissance de l'industrie financière transnationale. En réalité, une bonne partie des dettes publiques est en fait totalement illégitime et injustifiée. Le processus qui permet le siphonnage du peuple par la finance transnationale que parce que certaines élites ont trahi leur mission de représentants du peuple.

Les dettes publiques ne font qu'effondrer les Etats pour mieux instaurer un Etat transnational en mains exclusives des financiers privés. Qui veut pour ses enfants de cet avenir qui mène assurément à l'esclavage ? Quel est l'homme ou la femme d'Etat qui va aujourd'hui se lever et s'y opposer avec tous les risques que cela comporte ? En tout cas pas M. Tsipras...

Et si la Grèce était le canari de la zone euro ?

Posté le 13 juillet 2015 par Bruno Colmant

Un des points les plus obscurs de l'accord grec concerne la dette publique.

Cette dernière, déjà remodelée et restructurée, ne fera pas l'objet d'une remise mais sera, de manière prude, re-profilée, c'est-à-dire élongée dans le temps sous forme de rééchelonnement, selon des modalités imprécises.

Mais ne nous faisons aucune illusion : la Grèce est le 'canari' des autres pays, en référence aux oiseaux que les mineurs descendaient dans la fosse pour être prévenu des émanations de grisou. Un canari mourant ou s'agitant signalait la présence de méthane. Les mineurs devaient alors impérativement remonter à la surface.

Les dettes publiques s'embrasent dans tous les pays européens. Elles sont d'ailleurs massivement refinancées par la Banque Centrale Européenne (BCE), ce qui revient à une sorte de rééchelonnement par la création monétaire. En effet, une fois engouffrée dans un refinancement des dettes, une banque centrale ne peut que très difficilement s'en extirper, au risque de provoquer une augmentation des taux d'intérêt.

La Grèce est donc peut-être le canari de la zone euro, car nos problèmes de pensions seront, un jour, de la même envergure que ceux que la Grèce connaît. En Grèce, les retraites pèsent 13 % du PIB...alors que nous sommes à 11 % en Belgique.

Le canari grec nous avertit que la croissance économique sera insuffisante pour absorber ces engagements futurs et que, nous aussi, nous devons restructurer nos endettements.

Il s'agira de le faire souplement en étirant la dette dans le futur.

Japon : Chute de la production industrielle en mai

BusinessBourse et LaPresse Le 14 juil 2015 à 04:00



La production industrielle au Japon a chuté moins qu’initialement annoncé au mois de mai, de 2,1% par rapport à avril au lieu de -2,2%, selon des données révisées publiées lundi par le ministère de l’Industrie (Meti).

En comparaison annuelle, elle a reculé de 3,9%.

Les livraisons ont pour leur part cédé 1,9% sur un mois, et les stocks 0,8%.

Ce repli est dû à une moindre fabrication de moyens de transport, de produits chimiques ou encore des composants électroniques, selon les données gouvernementales.

Même si l’économie japonaise a connu un regain ces derniers mois, la consommation des particuliers demeure peu dynamique et les entrepreneurs sont de ce fait prudents. D’autant que parallèlement, les exportations manquent de vigueur.

D’après un sondage mené auprès des industriels, le ministère de l’Industrie espère cependant un rebond de la production de 1,5% en juin et de 0,6% juillet.

Source: affaires.lapresse.ca

Marre de la Grèce ? Parlons de la Chine !

Charles Gave , Contrepoints Publié le 14 juillet 2015

Les marchés chinois plongent-ils ? L’analyse décapante de Charles Gave.

Par Charles Gave. *Un article de l'Institut des Libertés*



Tout le monde sait que la Chine vient de connaître un krach boursier et les journaux se sont fait une joie de répercuter la nouvelle. Ceci étant acquis, je vais poser une question aux lecteurs : quelle est la performance du marché Chinois (Shanghai-Shenzhen) depuis un an, compte tenu de ce krach ?

-10% ? -20% ? -30% ?

Réponse : +91% !

Des krachs à + 91%, on en redemande !

Plus sérieusement, l'indice des valeurs chinoises cotées à Hong-Kong, le China Enterprises Index, que le monde entier peut acheter librement est en hausse de 9% sur les 12 derniers mois en dollars US et de 31% en euro, après ce krach. Ce qui me paraît bien. Essayons de résumer ce qui s'est passé exactement pour mieux comprendre.

Pour être bref : en avril 2015, les bourses chinoises se sont littéralement envolées, l'indice des valeurs chinoises cotées à Hong-Kong (le moins volatil de tous les indices chinois) passant de 12000 à 15000 en un mois, pour retomber à 12000 en juillet. Donc nous avons eu un mois d'euphorie, corrigé dans les trois mois qui ont suivi et nous nous retrouvons là où nous étions au début de l'année. Dans le fond, il ne s'est pas passé grand-chose...

Il n'en reste pas moins que la brutalité du mouvement et les commentaires que ce krach a entraîné m'amènent à faire un certain nombre de remarques.

Question : qu'est-ce qui a amené cette hausse brutale ? Réponse : la perspective que la monnaie chinoise, le Yuan, devienne convertible et entre comme composant dans les fameux DTS.

Je m'explique.

Les Droits de Tirages Spéciaux ou DTS sont une moyenne pondérée par leur

utilisation dans le commerce international de quatre monnaies : dollar, euro, livre sterling et yen et sont gérés par le FMI. Pour faire bref, ces quatre monnaies sont celles qui sont autorisées par le FMI pour solder les transactions que les pays peuvent avoir et donc sont privilégiées dans la constitution des réserves de change par tous les autres pays.

Or le yuan chinois devrait entrer dans ce club très fermé à la fin de cette année ou au début de l'année prochaine, et donc la demande pour le yuan va augmenter de façon significative.

Cette monnaie pourrait de ce fait monter et les taux d'intérêts en Chine baisser, ce qui serait très favorable au marché des obligations chinoises ou internationales cotées à Hong-Kong (les fameux Dim Sum bonds).

Mais il y a plus. Très rapidement, la monnaie chinoise deviendrait convertible, ce qui permettrait au monde entier d'acheter des actions chinoises... Or la capitalisation boursière de la Chine doit être aujourd'hui la seconde du monde. À ce moment-là, tous les fonds indiciels seront obligés d'en acheter, ce qui créera une demande immense et donc une hausse très forte de ces actions.

C'est sur ce raisonnement, que j'ai tenu sur [le site de l'IDL](#), que les actions chinoises ont explosé à la hausse en avril, et il reste valable bien entendu.

Mais les deux grandes sociétés qui calculent les grands indices internationaux, FT et MSCI ont fait savoir au mois de mai que, certes, elles incluraient les valeurs chinoises dans les indices, mais avec une sage lenteur, doucement, doucement...

Et comme tous les opérateurs chinois avaient acheté sur marge (c'est-à-dire en empruntant l'argent nécessaire à ces achats), en espérant bien sûr revendre leurs titres à des fonds indiciels d'ici à la fin de l'année, ils se sont retrouvés sans les acheteurs qu'ils espéraient voir surgir et ont donc été obligés de revendre à... d'autres Chinois, qui ne se précipitaient pas pour acheter.

D'où le krach en juin-juillet, qui a été sévère... Mais il y a krach et krach.

Dans ma carrière, j'ai connu deux sortes de krach :

- Ceux qui étaient parfaitement justifiés comme 1974 ou 2008 : dans ce cas, il est urgent de ne rien faire, sauf si l'on est investi bien sûr (auquel cas il faut vendre en prenant ses pertes), et d'attendre sagement que les événements se tassent. Après la phase initiale d'un krach justifié, il faut bien se garder d'acheter. Du krach, on va passer à la lente dégringolade, ce qui est bien plus usant et peut prendre de 12 à 18 mois.
- Ceux qui étaient la conséquence d'un phénomène technique interne au

marché comme en 1987 : ce krach fut déclenché par la croyance qu'il était devenu possible de s'assurer contre la baisse éventuelle des marchés grâce à un système informatique appelé assurance de portefeuille. Ce système non seulement ne fonctionna pas, mais surprise, surprise, il accentua les baisses et c'est simplement quand les ordinateurs furent débranchés que la baisse prit fin...

La baisse chinoise actuelle fait partie clairement de la deuxième catégorie.

Il s'agit d'une baisse consécutive à un accroissement de l'endettement en vue d'acheter des actions, fondé sur la croyance que tout risque de baisse a disparu dans le marché. Dans ce second cas cependant, les niveaux atteints après le krach sont en général des niveaux d'achat. Par exemple, après cette baisse, les grandes valeurs chinoises cotées à Hong-Kong (c'est-à-dire celles que les lecteurs de l'IDL peuvent acheter) sont à moins de 10 fois les bénéfiques tout en offrant des rendements et des taux de croissance de leurs bénéfiques très satisfaisants. Dans ce cas de figure, il faut rapidement mettre en place des ordres « stupides » (parce que très inférieurs aux cours actuels, dans l'espoir d'être exécutés lors d'une vente forcée), à l'achat bien entendu et sur les valeurs que l'on veut avoir sur le long terme et ne pas lire les journaux.

Quelques remarques supplémentaires.

- Certes, la baisse en Chine a été sanglante, mais elle n'a eu un impact que pour ceux qui ont acheté en mai ou en juin en s'endettant pour ce faire, c'est-à-dire pas grand monde. Elle ne devrait donc avoir aucun effet sur l'économie du pays.
- Qui plus est, cette hausse et cette baisse n'ont touché que de petites valeurs spéculatives cotées à Shenzhen, et que pas un étranger ne possède, et beaucoup moins les grosses valeurs qui, elles, peuvent être détenues par des non-Chinois.
- Enfin, les autorités Chinoises ont immédiatement pris les mesures habituelles pour enrayer les ventes dites « forcées ».

Donc rien que de bien normal dans les événements du dernier mois en Chine.

Mais quelque chose m'a cependant surpris dans tout ce tohu-bohu. Toute la presse occidentale a fait ses gros titres et ses premières pages sur la baisse des marchés en Chine, en expliquant que c'était le début de la fin et que l'économie de l'Empire du Milieu allait s'écrouler. Et là, je ne comprends pas très bien, ou si je comprends, je n'aime pas ce que je comprends.

Les lecteurs de [l'Institut des libertés](#) savent que je peste depuis des années contre

la destruction de nos monnaies par nos banques centrales aidées par nos gouvernements. Or, la Chine est le seul pays qui tente de créer une monnaie de qualité pour lutter contre ces tentatives de destruction de cette dernière. Ce pays en effet est en train de se diriger à grand pas vers un régime où les taux d'intérêts et les taux de change seront régis par le marché tout en développant des organismes internationaux pour concurrencer le FMI ou la Banque mondiale.

Clairement, la Chine veut faire du yuan un concurrent au dollar, ce qui est pour une certaine partie des classes dirigeantes américaines une vraie déclaration de guerre.

Certes, je ne suis pas un grand partisan de la théorie des complots, mais beaucoup de personnes dans le monde espèrent de tout cœur qu'échoue l'expérience chinoise. Imaginons un instant qu'elle réussisse et la plus vieille loi mise à jour en économie se mettrait en branle, je veux parler de la loi de Gresham : « *la mauvaise monnaie chasse la bonne* », ce qui voudrait dire que de moins en moins d'individus épargneraient en dollars et de plus en plus en yuan. Voilà qui serait un vrai mouvement des plaques sismiques, dont chacun sait qu'il déclenche de grands tremblements de terre.

Et je pense donc réellement que les forces considérables qui ont organisé chez nous les expériences monétaires dont nous souffrons actuellement espèrent de tout cœur que l'expérience chinoise de retour à une monnaie saine va échouer.

Pour parler brutalement, si l'expérience chinoise réussit, l'autre échouera. C'est aussi simple que cela.

Ce qui m'amène à la conclusion boursière (on ne se refait pas). À mon avis, l'expérience monétaire chinoise va réussir et la nôtre échouer puisque la première est fondée sur la réalité de ce qu'est vraiment une monnaie et que la deuxième nie cette réalité. Et donc, épargnants de tous les pays, unissez-vous, vous n'avez que vos chaînes à perdre et cap à l'Est.

« Des milliers de Grecs se sont suicidés plutôt que de subir la crise »

Ismaël Mereghetti et Daphnée Breytenbach | LeNouvelOBServateur

(D'Athènes) La Grèce est en crise psychologique, un mal moins quantifiable que l'austérité mais qui mine et bouleverse profondément le quotidien de la population. Rencontre avec Katerina Valavanidi, 36 ans, psychologue-psychothérapeute à Athènes.



Katerina Valavanidi, 36 ans, psychologue-psychotérapeute à Athènes (DR)

Rue 89 : Les difficultés économiques de la Grèce depuis 6 ans ont-elles provoqué une hausse des maladies mentales ?

Katerina Valavanidi : La crise a eu un double effet : d'une part à cause du stress qu'elle provoque, elle a aggravé le cas des personnes déjà fragilisées psychologiquement, les bipolaires ou les schizophrènes par exemple, mais elle a aussi fait naître des pathologies chez les autres. Le nombre de patients a augmenté de manière considérable, alors que paradoxalement beaucoup de départements destinés à soigner les maladies mentales ont fermé dans les hôpitaux publics, faute de moyens. Et comme les consultations privées coûtent bien souvent trop cher, certains patients ne trouvent malheureusement secours que dans le suicide. La Grèce avait l'un des taux de suicide les plus bas d'Europe avant 2009, il a grimpé en flèche depuis, des milliers de Grecs ont préféré se donner la mort plutôt que de subir cette crise.

Quelles situations rencontrez-vous au quotidien ?

La crise a complètement déstructuré la famille grecque. Beaucoup de gens viennent me voir pour des problèmes de couple. L'homme a perdu son travail, se sent inutile et a l'impression de ne plus assumer son rôle de chef qui subvient aux besoins des siens. Dans une société méditerranéenne comme la nôtre, teintée d'un certain « machisme », cette impuissance est vécue comme une castration. Les divorces et les séparations se multiplient.

On retrouve ce phénomène chez les jeunes générations également, encore plus touchées par le chômage. Bon nombre de couples de gens de 25 ou 30 ans voient leurs relations s'arrêter à cause de la crise : sans emploi, ils ne peuvent emménager

ensemble, et doivent retourner vivre chez leurs parents. Un retour perçu comme une régression humiliante, très difficile à gérer à la fois pour eux mais aussi pour leurs parents.

Car en Grèce plus qu'ailleurs, il existe une véritable symbiose filiale. La mère grecque est un cliché vivant, elle est prête à tout donner pour son enfant. Le problème c'est que les caisses sont vides et il n'est pas rare de voir une famille entière vivre grâce à un seul salaire. Là encore, l'incapacité pour la mère ou le père de jouer son rôle de parent ultra protecteur « à la grecque » entraîne de profonds malaises et brise un schéma culturel ancestral.

Dans quel état mental se trouve la société grecque dans son ensemble ?

Pour parler de la crise, les économistes emploient régulièrement le terme de « dépression ». C'est une notion que l'on peut reprendre au niveau psychologique : les Grecs sont profondément déprimés. Et cet état s'explique par l'histoire récente de la Grèce. Il n'y a pas si longtemps, le pays était pauvre et son développement était encore très parcellaire. L'euro est arrivé en 2001 et a marqué le début d'une période glorieuse. L'argent des banques coulait à flot, tout le monde empruntait facilement pour acheter des maisons, des voitures. Si le peuple grec avait été un enfant, on pourrait parler « d'enfant-roi », à qui on ne fixe aucune limite, qui obtient tout ce qu'il veut. Il a un sentiment de toute-puissance, malsain pour l'équilibre mental.

Mais le pire c'est que ce sentiment a été brutalement détruit par l'apparition de la crise. On a fixé du jour au lendemain des règles extrêmement strictes à « l'enfant-roi », qui est passé du statut d'être choyé à celui d'être abandonné. Sa mère ne le couve plus, ce qui suscite colère et angoisse. Il se sent démuni et culpabilise, puis tombe dans la dépression. C'est ce qui est arrivé au peuple grec avec sa « mère », l'Etat.

Au moment de l'élection d'Alexis Tsipras en janvier dernier, on a beaucoup entendu parler d'un profond espoir de changement et de la « dignité retrouvée des Grecs ». Cette élection a-t-elle permis de lutter contre cette dépression collective ?

Pour poursuivre la comparaison, Alexis Tsipras a pu représenter l'image du père, du héros. Pour tous les enfants, le papa est un sauveur, il incarne l'autorité certes, mais également la justice. Le souci, c'est que ce papa a ouvertement montré son impuissance à son fils. Ces cinq derniers mois de négociations stériles, qui ont retardé le changement tant attendu, ont mis à terre l'image du sauveur et ont aggravé l'état de dépression diffus dans la conscience collective. Face à l'incapacité de faire changer les choses, le sentiment de vulnérabilité s'est accru.

Les Grecs n'ont plus ni mère ni père, ils sont orphelins. « Deuil et mélancolie » comme dirait Freud, cela résume bien la situation mentale de la population.

Pourtant, à en juger par l'attitude passionnée des Grecs pendant la campagne du référendum, il semble rester de l'énergie dans le pays ?

Les Grecs gardent des séquelles de la guerre civile. Ce qui implique à la fois une forte polarisation droite-gauche, et surtout cette capacité à monter au front très rapidement et énergiquement pour défendre son camp. On a retrouvé ce tempérament au moment du référendum, il est dans l'ADN de la société hellène. Mais la volte-face opérée à la suite du vote a anéanti la dynamique. En pleine reconstruction mentale, une telle déception s'apparente à de la torture psychologique. Encore une fois, cela va créer un sentiment d'inadéquation au monde environnant, les Grecs vont se dire : « on veut changer les choses, on essaye de le faire, et ça ne fonctionne pas ».

Pour tout être normal et équilibré, il y a fort à parier que ces désillusions ne peuvent que mener à la dépression. Et cette dépression se double de pathologies comme la paranoïa par exemple. Des gens se mettent à croire à des théories conspirationnistes, pensent que les autorités aspergent les villes de sédatifs pour endormir le peuple... Une déraison que les clichés véhiculés à l'international sur les Grecs viennent exacerber : certains patients se sentent littéralement pris au piège d'étiquettes fausses -« paresseux », « voleurs » - qui les marginalisent, leur font perdre une grande part de confiance en eux et nourrissent des discours complotistes.

Comment soigner la société grecque ?

La crise est loin d'être terminée malheureusement, et les Grecs ne retrouveront pas de sitôt l'hédonisme qui les caractérisait, cette faculté à se réjouir des petits bonheurs du quotidien, un bon verre de vin ou un bon plat... Malgré tout, ils tentent de se soigner par eux-mêmes, en étant solidaires et en s'entraïdant. C'est le meilleur anti-dépresseur et le seul qu'il reste vraiment : en aidant les plus démunis, on retrouve le contrôle de soi-même, une utilité, et on redonne du sens à son existence. La société finit toujours par s'adapter aux pires difficultés et développer une créativité salvatrice. Même avec des larmes dans les yeux, les Grecs gardent une chanson au fond de leur cœur. L'espoir ne disparaît jamais... [sauf en cas de suicide]

Planète : la véritable guerre des civilisations a commencé

09 juillet 2015 | Par [cbonneuil](#) Mediapart

Six ans après l'échec de Copenhague, la COP21 réunira fin novembre à Paris les délégations du monde entier. Mais le réchauffement climatique remet en cause les fondements même de la modernité industrielle. Entre les « terriens » – êtres humains et non-humains – qui savent qu'ils appartiennent à la Terre, et « modernes », qui pensent depuis quelques siècles déjà que la Terre leur appartient, le choc des civilisations a commencé. Christophe Bonneuil

J'ai donné un entretien à un hebdomadaire français qui a publié une version tronquée sans mon accord (ont été retiré certains passages clé évoquant les dégâts environnementaux d'un libre-échange dogmatique ; ceux articulant la question écologique et la question de l'échange écologique inégal inhérente à la dynamique du capitalisme ; ceux faisant dialoguer les enjeux climatiques et écologiques contemporains avec la pensée d'auteurs comme B. Latour, P. Descola, E. Viveiros de Castro, F. Braudel ou encore I. Wallerstein). Voici ma version révisée, plus développée, de l'entretien, la seule dans laquelle je me reconnais.

La Conférence de l'ONU sur le changement climatique s'ouvrira fin novembre à Paris, mais déjà tout le monde semble parier sur un échec. Sommes-nous, nous les humains, capables de traiter cette affaire ?

Personne ne peut dire si la COP21 sera, ou non, un échec. Mais on peut analyser la façon dont les discussions sont engagées. Et ce n'est pas encourageant : les premiers échanges tablent en effet sur une inflexion des émissions de gaz à effet de serre vers 2030. Mais selon les scientifiques du GIEC, si cet infléchissement n'a pas lieu d'ici 2020, la température terrestre a toutes chances d'augmenter d'environ 3°C à la fin du siècle. Or, au-delà d'1,5°C de hausse, il existe un fort risque d'« emballement » aux conséquences imprévisibles. Alors que dès aujourd'hui le changement climatique bouleverse des millions de vies de la Louisiane aux Philippines, un tel scénario nous projetterait vers un autre monde, avec des centaines de millions de migrants environnementaux (l'ONU anticipe 150 millions de réfugiés climatiques en 2050), une géopolitique plus brutale et une vie moins civilisée.

Peut-on encore éviter ce scénario-catastrophe ?

C'est toute l'organisation économique du monde – avec sa logique de guerre économique entre territoires et entre firmes mondialisées et son culte de la croissance – qui est questionnée par le dérèglement climatique. On négocie dans une arène la réduction des émissions, et dans une autre on négocie des accords de libre-échange dont on sait parfaitement qu'ils augmentent les émissions, n'est-ce pas schizophrénique ? De plus, le système actuel de négociations prend le problème « en fin de tuyauterie ». Autrement dit, il se focalise sur la quantité de gaz à effet de serre émis. Mais pourquoi ne pas prendre la question à sa source, c'est-à-dire en insistant sur les ressources de pétrole, de gaz et de charbon à *ne pas* prélever, et à laisser dans le sol ? Cette donnée existe pourtant : en janvier dernier, un article de « Nature » a calculé que, pour rester en-deçà des 2°C de hausse de la température, il faudrait que nous renoncions à consommer de 50 à 80 % des réserves existantes de carburants fossiles. Partir de ce constat permettrait une discussion très différente : au lieu de limiter le carbone produit par les usines, on réduirait directement la production d'énergie sale. Et la discussion politique porterait sur comment on se partage équitablement ce qui nous reste à brûler. Avec un objectif : cesser de vampiriser notre planète.

Les prévisions climatiques se font à très long terme. Le politique peut-il prendre en charge ce temps long ?

La pensée du long terme est le propre du défi écologique, avant même qu'elle ne monte à l'échelle géologique avec la notion d'Anthropocène. Le rapport du GIEC montre que si la trajectoire actuelle des émissions se prolongeait, la planète serait plus chaude de 8 à 12°C en 2300. Quelles espèces et quels humains pourront encore y vivre ? Les politiques ont-ils assez de grandeur et de courage pour penser ce long terme ? Il y a des précédents dans l'Histoire européenne : plusieurs délibérations où des anticipations très lointaines étaient convoquées. Par exemple, un traité forestier publié en Allemagne en 1713 planifiait la culture « soutenable » - le mot existe depuis le Moyen Age - du chêne sur trois siècles. A la fin du XIXe siècle, le Parlement britannique a été le siège d'intenses débats sur la gestion de ses réserves de charbon en se demandant si elles dureraient cent ans ou mille ans. Oui, la démocratie est capable de raisonner à très long terme, si elle assume la finitude et la fragilité de notre Terre. Encore convient-il de bien préciser les enjeux : la modernité industrielle a cru qu'il pouvait s'arracher à la Terre et se libérer des déterminations naturelles - les sciences humaines et sociales se sont

d'ailleurs construites en chassant la Nature, la matière, l'énergie, de leur grille d'interprétation des sociétés. Mais désormais, cette « grande séparation » n'est plus possible. Il faut désormais penser la démocratie dans tous ses métabolismes socio-écologique et sans le mythe d'une croissance indéfinie, repenser la liberté sans l'arrachement dominateur à la nature. Je partage entièrement l'analyse de Bruno Latour selon laquelle le pire ne sera évité que si les « terriens » – êtres humains et non-humains – qui savent qu'ils appartiennent à la Terre emportent la véritable bataille culturelle en cours qui les oppose aux « modernes », ceux qui pensent depuis quelques siècles déjà que la Terre leur appartient. S'il existe une guerre des civilisations sur notre planète, alors c'est celle-là !

Les scientifiques débattent actuellement sur l'opportunité de baptiser « Anthropocène » l'époque actuelle de l'histoire de la Terre. De quoi s'agit-il ?

L'anthropocène signale justement le retour de ce que la modernité industrielle avait évacué : l'idée d'une histoire commune entre la Terre et les humains, d'un devenir des sociétés intricablement tissé d'êtres et de processus naturels qui ne nous sont pas extérieurs. Après l'Holocène, époque post-glaciaire climatiquement stable depuis 12000 ans, les scientifiques du système Terre affirment que nous sommes entrés dans un nouvel âge géologique et que c'est l'impact des activités humaines qui est la cause de ce tournant géologique, d'où le nom, qui vient d'*anthropos*, humain et *kainos*, nouvel âge.

Comme l'illustre la prochaine Conférence Climat, cette nouvelle époque se définit donc par l'impact de l'action humaine sur la trajectoire géologique de la Terre, mais aussi par un retour en boomerang, souvent violent, de la Terre sur nos existences et notre géopolitique. Exit le mythe de l'histoire comme arrachement à la nature ! Cela aurait l'avantage de bien indiquer que, désormais, l'homme est responsable du devenir du globe. Mais cette notion peut avoir un effet inhibant : elle pose les enjeux à de si grandes échelles, de façon si technocratique, que l'on se demande ce que les citoyens peuvent bien encore faire.

D'où un découragement généralisé ?

D'où, surtout, quand l'ONU semble inefficace, la tentation de s'en remettre à des promesses de sauver la planète par sa mise à prix dans un grand marché financier du carbone ou de la biodiversité, ou par des méga-technologies de manipulation du climat. Ces technologies, appelées « géo-ingénierie », qui bénéficie du soutien des

appareils militaires et des grands groupes tels Google ou Microsoft. Il s'agit de résoudre le problème du réchauffement en imaginant des solutions technologiques dont certaines sont assez inquiétantes, sinon délirantes. Certains envisagent d'installer des miroirs sur les satellites pour renvoyer dans l'espace une partie du rayonnement solaire, d'autres ou d'injecter du soufre dans l'atmosphère pour filtrer les rayonnements solaires. Un scientifique a même imaginé une fusée qui pousserait la planète plus loin du soleil afin de la refroidir ! Il est fascinant de voir que les mêmes qui niaient le changement climatique nous expliquent aujourd'hui qu'ils ont la solution technique. Tout cela ne vise qu'un but : éviter à tout prix de faire de l'environnement une question démocratique.

Justement, entre expertise technique et délibération politique, comment garder le bon dosage ?

Dépolitiser l'écologie peut conduire au pire. Au nom de la crise environnementale, une élite scientifique, une superpuissance ou une multinationale prendrait des décisions d'urgence, d'exception, au mépris de tous les principes démocratiques. Quand le secrétaire d'Etat américain John Kerry compare le changement climatique à « *une arme de destruction massive* », il établit *de facto* une comparaison avec l'Irak. Ce qui revient à aligner la perception de l'enjeu climatique sur un cadre d'interprétation et d'action militaire, unilatéral, hégémonique. Foucault a analysé l'affirmation d'un « biopouvoir » depuis la fin du XVIIIe siècle, par lequel les Etats-nations ont pris en charge la vie biologique de leurs sujets. Cela a donné le meilleur (politique de santé publique...) comme le pire (sciences et politiques raciales, eugénisme...). Il est en train de se passer la même chose avec la Terre : nous assistons à l'avènement d'un géo-pouvoir qui prend pour objet de savoir et d'intervention non plus seulement vie humaine, mais désormais l'ensemble des processus biologiques, biogéochimiques et géoclimatiques de la planète terre dans son ensemble.

Revenons à l'anthropocène : dans votre ouvrage avec Jean-Baptiste Fressoz, *L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous* (Seuil, 2013), vous pointez certains problème de cette nouvelle dénomination.

Le discours convenu de l'anthropocène revient à faire de l'humanité toute entière, et de façon indifférenciée, la responsable du réchauffement. Or on sait que les plus pauvres de la planète émettent mille fois moins de gaz à effet de serre que les plus riches et que deux tiers du carbone rejeté dans l'atmosphère est le fait de 90 entreprises seulement. Voilà pourquoi certains proposent de parler de

« capitalocène ». Pour eux, ce n'est pas le genre humain, mais un système économique inégal soumis à l'accumulation capitaliste qui fait dérailler la géologie de la planète. Un chiffre milite en ce sens : depuis le XVIII^e siècle, la population a été multipliée par 10 et le capital par... 134. Dans son essai « La Grande divergence », l'historien Kenneth Pomeranz s'est demandé pourquoi, alors que la Grande-Bretagne et la Chine avaient, vers 1750, un développement économique comparable, seule la première avait connu un décollage industriel. Un facteur clé est qu'en important le bois, la laine, le coton et le sucre issus des plantations esclavagistes d'Amérique, ainsi que bien d'autres produits agricoles, la Grande-Bretagne bénéficiait à bas coût, de la capacité productive de dizaines de millions d'hectares du reste du monde... En dialogue avec les sciences, il y a désormais tout un champ de l'histoire et des sciences sociales qui s'intéresse aux flux d'équivalent-hectare, de matière, d'énergie, ou de déchets et pollutions entre les différentes régions du globe. Il en ressort que, selon des modalités qui changent au cours de l'histoire, les ressources sont généralement drainées vers les pays et les groupes sociaux dominants tandis que les nuisances écologiques sont « externalisées » vers les régions et les classes dominées . Là où Braudel parlait d'économie-monde, là où Wallerstein parlait de système-monde pour décrire une mondialisation inégalitaire, il nous faut donc aussi parler d' « écologie-monde » pour comprendre les inégalités et l'endettement écologique qui sont à la source de notre mode de développement. Or, cette inégalité est camouflée par le terme « anthropocène ».

Le capitalisme serait alors le grand pollueur à abattre pour sauver la planète ?

Le philosophe américain Fredrick Jameson a remarqué qu'il nous est plus facile d'imaginer la fin du monde que celle du capitalisme. On se repaît de films apocalyptiques, mais quand quelqu'un parle de réformer le capitalisme, on lui rétorque : « *Cher ami, vous nagez en pleine science-fiction* ». Il est temps de libérer les imaginaires ! Partout dans le monde sont expérimentés des modes de vie plus frugaux, des nouveaux rapports à la consommation de ressources naturelles. Ce qui est en cause, ce n'est d'ailleurs pas simplement le capitalisme, c'est toute notre modernité industrielle. Comme l'ont montré Philippe Descola ou Eduardo Viveiros de Castro, considérer la nature comme objet, un « magasin », un extérieur qui s'adapte à loisir à nos besoins, est une bizarrerie occidentale, qui en se globalisant s'avère insoutenable...

Oui, mais nous ne sommes pas des Amérindiens...

Un livre comme *La chute du ciel* du chamane Davi Kopenawa et l'anthropologue Bruce Albert (Plon, 2010) apporte en effet un superbe récit non-occidental de la crise écologique actuelle et on trouve les échos des cosmologies amérindiennes dans la notion de « bien vivre » qui fait aujourd'hui son chemin. Mais l'Occident, lui aussi, recèle un riche héritage intellectuel en matière de critique de la démesure et de compagnonnage avec les êtres non-humains plutôt que de domination. L'encyclique « Laudato si' » que le pape François vient de consacrer à l'environnement cite François d'Assise [XIIIe siècle], qui parlait de « *sœur notre mère la Terre* » et qui va tout à fait dans ce sens. La question écologique est une question sociale, qu'on ne pourra résoudre sans s'attaquer aux inégalités, mais c'est aussi une question morale, voire spirituelle. Il ne faut pas condamner à l'homme à n'être qu'un bon gestionnaire des ressources de la planète.

CHRISTOPHE BONNEUIL est historien au CNRS, et directeur de collection aux éditions du Seuil. Il est le coauteur de « *L'événement anthropocène, la Terre, l'Histoire et nous* » (Seuil, 2013, avec Jean-Baptiste Fressoz) et de *Prédation. Nature le nouvel eldorado de la finance* (La Découverte, 2015, avec Sandrine Feydel)

Climat : le plus et le moins de Nicolas Hulot

Biosphere 11 juillet 2015

Nicolas Hulot avait été nommé « envoyé spécial pour la planète » par François Hollande. Une façon de mettre Hulot dans sa poche pour ne pas avoir en face de lui le seul candidat écolo crédible en 2017. Il n'empêche que Nicolas fait ce qu'il peut pour sauver le climat, avec de bonnes et de mauvaises idées.

Le moins

- Ne pas voir que des réunions entre chefs d'Etat empêchent les citoyens de se sentir directement responsables des émissions de gaz à effet de serre.
- Penser que le nec plus ultra des négociations est d'aboutir à des « financements innovants » dans les pays du Sud alors que l'égoïsme national prédomine.
- Croire que rééquilibrer la part du nucléaire et la part des énergies renouvelables peut se substituer à la nécessaire réduction de nos besoins énergétiques.
- Miser sur une réduction volontaire des émissions de CO2 par les pays les plus émetteurs. Même si on mettait en place des normes contraignantes, les pays puissants comme La Chine ou les USA s'en dispenseraient.
- Miser sur la création d'une organisation mondiale de l'environnement : [l'OME est une Arlésienne](#) !

Le plus

- Critiquer l'expression écologie punitive employée par Ségolène Royal : « Le mot punitif n'avait rien à faire en matière d'écotaxe. »
- Dire que l'écotaxe n'est pas un impôt additionnel si on soulage par exemple la fiscalité sur le travail.
- Dire que le système climatique peut s'emballer.
- Engager un dialogue avec les autorités religieuses... Le Pape fera un discours sur le climat à l'AG de l'ONU.
- Retrouver le schéma de Malthus selon lequel des déséquilibres prononcés entraînent guerres, famines et épidémies.
- Souligner que si on avait écouté les écolos il y a vingt ans, nous n'en serions pas là.

Source : propos de NH dans metronews du 5 juin 2015

SUV, sports utility vehicles, l'objet à embrasser

Biosphere 14 juillet 2015

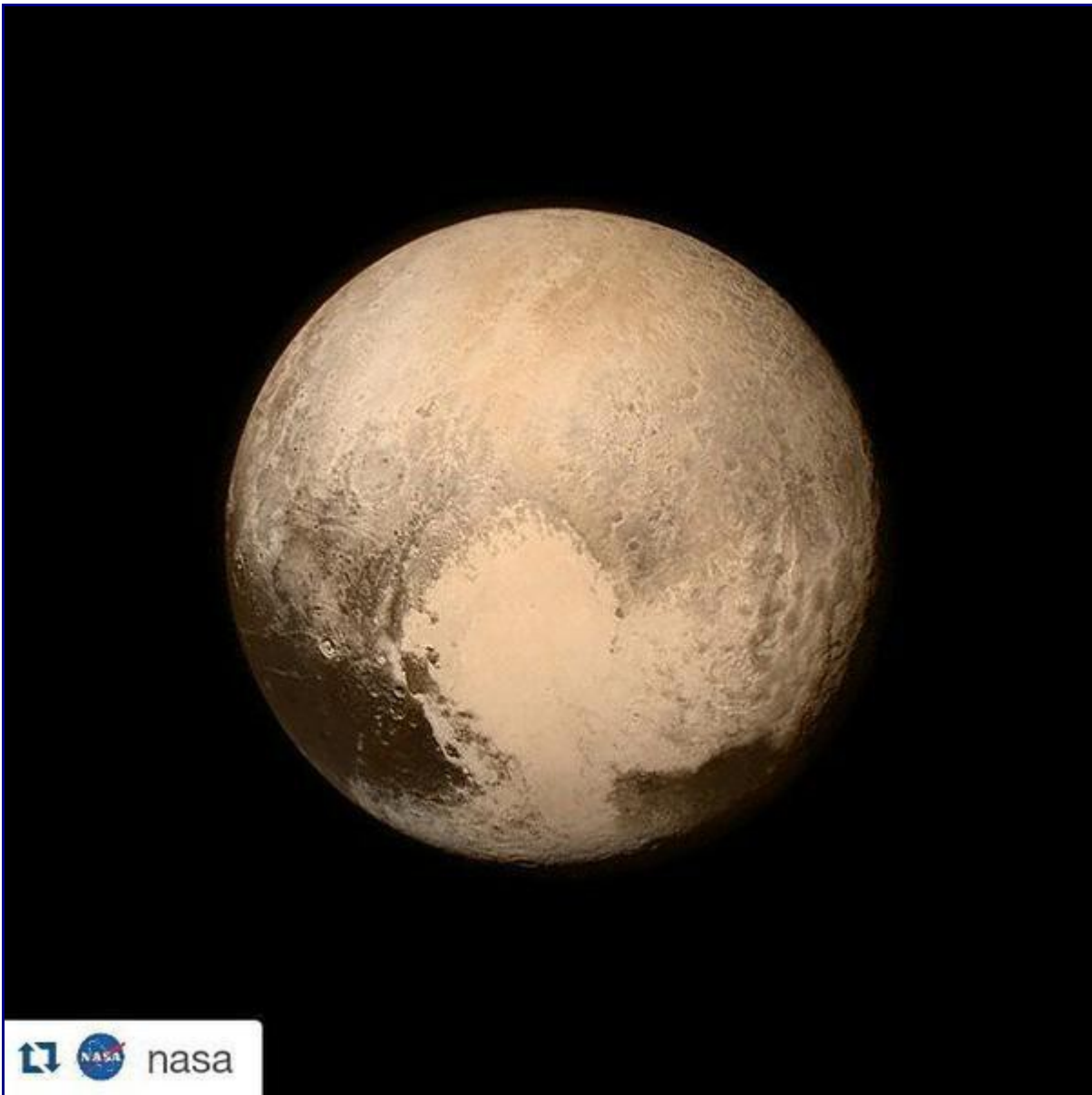
Les ventes de SUV ou 4x4 ont quintuplé depuis 10 ans pour atteindre 5,1 % du marché en France (**en 2005**). Ces voitures n'ont pourtant rien à faire en ville et pas plus sur les petits sentiers de campagne ; l'Ademe pense même que cet achat n'est pas un acte rationnel. Le 4x4 pollue proportionnellement davantage à cause de son poids, du manque d'aérodynamisme de ses lignes, sans compter la transmission intégrale permanente aux quatre roues qui absorbe un surplus d'énergie ; rouler en 4x4 (229 g/km de CO2 en moyenne) contribue au réchauffement climatique beaucoup plus qu'une berline (142 g/km de CO2). Son usage incarne une américanisation rampante du mode de vie occidental alors que le slogan « toujours plus » est désormais dépassé, c'est devenu une forme d'arrogance, si ce n'est de provocation.

Des SUV sont déjà incendiés en Pennsylvanie, des vitres brisées dans l'Etat de Washington et des slogans « no blood for oil » tagués sur leurs carrosseries dans le Massachusetts. La Biosphère saute de joie devant ces actes, car que faire d'autre contre la bêtise humaine : deux tiers des américains préfèrent embrasser leur voiture plutôt que leur mère !

(écrit il y a dix ans par Michel Sourrouille)

La NASA publie le premier portrait de Pluton

Publié par wikistrike.com sur 14 Juillet 2015



SNEAK PEEK of gorgeous Pluto! The dwarf planet has sent a love note back to Earth via our New Horizons spacecraft, which has traveled more than 9 years and 3+ billion miles. This is the last and most detailed image of Pluto sent to Earth before the moment of closest approach - 7:49 a.m. EDT today. This same image will be released and discussed at 8 a.m. EDT today. Watch our briefing live on NASA Television at: <http://www.nasa.gov/nasatv> The high res pic will be posted on the web at: <http://www.nasa.gov>. This stunning image of the dwarf planet was captured from New Horizons at about 4 p.m. EDT on July 13, about 16 hours before the moment of closest approach. The spacecraft was 476,000 miles (766,000 kilometers) from the surface. Image Credit: NASA

La sonde américaine New Horizons a pris lundi un portrait détaillé et en couleurs réelles de Pluton, ex-9e planète du Système solaire déchue de son

titre en 2006. L'image a été diffusée officiellement par la Nasa mardi à 14h après avoir été publiée sur son compte Instagram une heure auparavant.